



En couverture

LE MARATHON INDUSTRIEL

Champion des entreprises

Le président soigne son cœur de cible. Multiplication des mesures en direction des PME, diminution de la pression fiscale... Mais l'inlassable VRP de l'excellence française va parfois trop vite.

Pas une semaine sans annonce, pas un déplacement sans mesure, pas un secteur sans plan de soutien. Nicolas Sarkozy avait promis une « révolution économique ». Il la mène à sa façon : un bombardement quasi quotidien de mesures en faveur des entreprises. Trente mois après son élection, la liste tient de l'inventaire à la Prévert : suppression de la taxe professionnelle, fin de l'impôt forfaitaire annuel, extension du crédit d'impôt recherche (CIR), réduction des délais de paiement, prêts participatifs d'Oséo, création du Fonds stratégique d'investissement, du médiateur du crédit, instauration de commissaires à la réindustrialisation, statut de l'autoentrepreneur, suppression de charges patronales sur les embauches dans les TPE... Sans compter les mesures sectorielles, comme la baisse de la TVA sur la restauration ou les fonds spécifiques destinés aux biotechnologies, aux équipementiers automobiles et autres spécialistes du décolletage de la vallée de l'Arve. Diantre.

La frénésie réglementaire et législative a de quoi interpellier. Les enthousiastes saluent un activisme rendu nécessaire par la plus grave récession depuis les années 1930. Les sceptiques y voient une politique de « coups », au gré de l'actualité, sans philosophie d'ensemble.

Soutien massif

« Notre politique est cohérente : c'est une politique globale de compétitivité », répondait Nicolas Sarkozy, le 5 octobre, devant les membres de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME). *Ce que nous voulons, c'est que vous soyez compétitifs, que vous gagniez des parts de marché, que vous apportiez de la croissance à l'économie française et que vous créiez des emplois.* » Bref, une présidence du soutien massif aux entreprises, qui se substitue à celle du pouvoir d'achat, éreintée par la crise et le chômage.

Les dirigeants d'entreprise ne pouvaient qu'applaudir des deux mains. D'abord parce qu'ils ont trouvé en Nicolas Sarkozy un infatigable VRP

à l'étranger : « C'est Nicolas Sarkozy qui a vendu le Rafale », reconnaissait dans *Le Monde* le patron de Dassault Aviation, Charles Edelstenne. Ensuite parce les entreprises ont obtenu des mesures qu'elles réclamaient de longue date, comme la suppression de la taxe professionnelle, l'impôt fonci.

« Cette mesure mettra fin à une triste particularité française qui pénalisait les facteurs de production et les entreprises qui investissent », salue Pierre Gattaz, président de la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC). Seul hic : les pégrinations d'une réforme ballottée entre amendements au Parlement, révolte des groupes UMP et pressions des collectivités locales. « L'angoisse des patrons, c'est qu'on reprenne d'une main ce qu'on a donné de l'autre, avec la taxe carbone ou en augmentant d'autres impôts », poursuit Pierre Gattaz.

Les uns saluent un activisme rendu nécessaire par la récession, d'autres y voient une politique de coups sans philosophie globale.

Au bonheur des PME

Pas de risque du côté du CIR, que Nicolas Sarkozy utilise souvent comme étendard de sa politique : son taux, 30%, fait de la France un des pays les plus généreux en soutien à la R&D. « C'est un élément important de compétitivité pour garder ou attirer les centres de recherche et développement », pointe Laurent Gouzènes, directeur des programmes R&D Europe à ST-Microelectronics. Critiqué dans un récent rapport parlementaire du député UMP Gilles Carrez, pour favoriser les grands groupes et le secteur Bancassurance, le CIR fait quand même son chemin auprès des patrons de PME. « Cette mesure nous assure 228000 euros de crédit d'impôt », explique Jean-Claude Ricomard, président des Tanneries

A l'Elysée, un staff dédié aux entreprises

Pour mener sa politique économique à un train d'enfer, décrocher des contrats à l'étranger, se porter au secours des entreprises en difficulté, le chef de l'Etat a constitué une impressionnante *task force*. Conception, lobbying, stratégies, surveillance... Tout est initié de l'Elysée.

► **Xavier Musca** : principal conseiller économique de Nicolas Sarkozy. Quatrième licence mobile, plan d'aide aux banques,

grand emprunt, la voix du secrétaire général adjoint de l'Elysée est décisive sur les gros dossiers.

► **Henri Guaino** : le conseiller spécial du président ne se prive jamais de donner son avis sur l'économie. Grand emprunt, soutien aux secteurs stratégiques, il est le grand inspirateur de l'interventionnisme du président.

► **Emmanuel Moulin** : débauché en juin du cabinet

de Christine Lagarde, cet ancien du Trésor est le Monsieur Macroéconomie du cabinet Sarkozy : fiscalité, aides aux banques, et toute la tuyauterie des aides publiques.

► **Matthieu Louvot** : cet inspecteur des finances discret conseille le président sur l'énergie, les transports et l'industrie. Il a été de tous les dossiers chauds, d'Heuliez à la création du FSI. ■



Les patrons y trouvent leur compte

Pierre Gattaz, PDG de Radiall et président de la FIEEC. « Le retour de l'Etat dans la stratégie industrielle est une bonne chose. »



Pierre Cassandri/Acta

Jean-Claude Ricomard, président des Tanneries Roux. « Le crédit d'impôt recherche est une avancée intéressante, qui soutient la compétitivité. »

Roux, fabricant de cuir à Romans. Avec un résultat net autour de 450 000 euros, c'est un ballon d'oxygène appréciable. »

Les PME ? Le nouveau béguin présidentiel. Toutes ses dernières mesures leur sont destinées, des aides aux fonds propres, pilotées par Oséo et le FSI, à la prolongation de l'opération zéro charge pour les embauches de salariés par les TPE. « Ces mesures d'urgence étaient nécessaires à des entreprises qui suffoquent du fait de la crise », pointe Emmanuelle Butaud-Stubbs, déléguée générale de l'Union des industries textiles.

Mais la principale avancée obtenue est la réduction des délais de paiement, réclamée de longue date, intégrée dans la loi de modernisation de l'économie (LME). « Ces délais sont le fléau des PME françaises, il fallait agir », salue Olivier Duha, coprésident de Webhelp (centres d'appels). Cela dit, on manque d'indicateurs pour mesurer la baisse effective des délais de paiement, et d'un

médiateur pour s'assurer du respect des engagements. »

Le suivi des réformes, talon d'Achille de Sarkozy ? Le reproche revient souvent dans le discours des chefs d'entreprise. « Aller vite, c'est bien, mais il faut être vigilant sur l'application des décisions, relève Olivier Duha. Certaines réformes partent un peu dans tous les sens, avec des subtilités pas forcément lisibles. » Trop de textes, de mesures, de guichets... Le patron d'une PME de services résume bien le problème : « Mon directeur financier est incapable de me dire ce qui change au 1^{er} janvier. »

Pandémie fiscale

Les critiques ne portent pas seulement sur la forme. L'instauration prochaine de la taxe carbone provoque une levée de boucliers, notamment du côté des industriels et des entreprises de transport, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) parlant même de « pandémie fiscale ». « C'est le gros



Hemliberty/Acta



DR

Olivier Duha, coprésident de Webhelp. « Certaines mesures sont un peu prises dans la précipitation, mais on avance dans le bon sens, notamment sur la taxe professionnelle. »

point noir de la politique économique récente, assure Emmanuelle Butaud-Stubbs. On va pénaliser l'industrie au moment où elle fait face à la tempête. »

« Certaines réformes partent un peu dans tous les sens, avec des subtilités pas forcément lisibles. »

Pas de quoi freiner l'activisme présidentiel. Les projets de crédit d'impôt innovation, complément du CIR, et de « prime à la relocalisation » sont déjà en cours de finalisation, et les états généraux de l'industrie, lancés le 15 octobre, doivent déboucher en février 2010 sur la définition d'une « nouvelle politique industrielle de la France », dont le grand emprunt pourrait être un des leviers. Avant, un jour peut-être, la réalisation d'un rêve fou : l'émergence d'une nation d'autoentrepreneurs.

Vincent Lamigeon ►